É DES SCIENCES JURIDIQUES, POLITIQUES ET SOCIALES DE TUNIS

MATTERE	EFFETS DE COMMERCE
ANNÉE D'ÉTUDES	3 ^{ème} année licence fondamentale en Droit privé
DATE	03/06/2014 (session de rattrapage)
DURÉE	2 heures
ENSEIGNANTE	Raja GALLALI

CONSULTATION

Mr. Salah, porteur d'une lettre de change, s'est adressé à l'échéance au tiré pour lui réclamer le paiement, mais ce dernier a refusé en avançant les motifs suivants :

- 1) Il ne connaît pas le porteur.il s'est engagé envers le tireur (qui lui avait vendu des marchandises à crédit).D'ailleurs, le nom du bénéficiaire ne figurait pas sur la lettre de change au moment où il avait signé. Ce nom a été ultérieurement ajouté, à son insu.
- 2) La lettre de change est entachée d'un vice de forme puisqu'elle ne comporte pas l'indication d'une mention obligatoire, à savoir le lieu de sa création.
- 3) La lettre de change a été créée à l'occasion a conclusion d'un contrat de vente à crédit. Mais, le vendeur ne lui a , as livré les marchandises convenues.

Face à ces allégations, Mr. Salah s'est adressé au tireur. Mais, ce dernier affirme avoir exécuté ses obligations en livrant les marchandises convenues.

Mr. Salah, confus et sceptique quant au bien-fondé des prétentions du tiré, vous consulte pour l'éclairer sur ses chances dans les recours qu'il pourrait exercer contre le tiré ou le tireur. Il aimerait, en outre, savoir laquelle des parties supporterait la charge de preuve.

BONNE CHANCE

NB : l'usage des codes n'est pas autorisé

TRODUCTION	OBSERVATIONS	
	/2	
 L'engagement du tiré=engagement envers le tireur? Distinction % fondamental (tireur/tiré) et % camb Art.287 al.1 : par l'acceptation, le tiré s'oblige à payer la LC à l'échéance→engagt. Camb. à l'égard du porteur (légitime) à défaut de payt→action directe du porteur (al.2) BONUS : caractère négociable des EC Régularisation : ajout du nom du bénéficiaire 	/3	
- Conditions de la régularisation : 1/ avant la présentation au paiement 2/ respect de la volonté des parties (accord tacite) 3/ irrégularité minime NB : la régularisation du nom du bénéficiaire est largement admise en jp + justif	/3	
 Vice de forme/Défaut d'indication du lieu de création : Art.269 = mention obligatoire MAIS règle de suppléance (adresse indiquée à côté du nom du tireur) + justif 	/2	
 Défaut de provision : Art.280 : principe d'inopposabilité des exceptions explication + conditions d'application Le défaut de provision = exception inopposable au porteur de BF → le tiré accepteur est tenu de payer le porteur de BF 	/4	
 Possibilité de recours contre le tireur Fondement : l'obligation de garantie/ art.274 (garant de l'acceptation et du payt) Il peut s'exonérer de la garantie de l'acceptation ≠ la garantie du payt (1^{er} garant du payt) 	/2	

Scanned by CamScanner

 Qui supporte la charge de preuve de la provision ? Dans le recours contre le tiré : présomption de l'alinéa 4 de l'article 275 (l'accepta suppose la provision) : signification de la présomptiontérêt + justification + caractère irréfragable de présomption à l'égard du porteur de BF 	ration /2
 Dans le recours contre le tireur: exigence de preuve directe (alinéa 6) + don (rapports triangulaires: recours du porteur im contre le tireur en tant que garant) + conséquences. 	npayé /2

Remarques:

COPIE Nº:

CORRECTEUR: GALLALI

NOTE:

1) Quelle est l'incidence du défaut d'indication du lieu de création ?

- Mention obligatoire Mais + règle de suppléance légale : lieu désigné à coté du nom du tireur + justification

→ Aucune incidence sur la validité formelle (LC parfaitement valable) + le porteur conserve tous ses droits de recours BONUS : en absence de l'équivalent → Nullité en tant que LC

2) Quelle est l'incidence du défaut d'indication du nom du beneficiaire?

- Mention obligatoire + pas de suppléance légale

→ En principe : Nullité du titre en tant que LC

Mais suppléance jurisprudentielle: peut être suppléé par Mais suppleunce jurispleure suppose qu'il était le 1^{er} bénéf)

l'endossement signé par le tireur (suppose qu'il était le 1^{er} bénéf)

+ Admission de la régularisation par la JP+la doctrine (ajout de cette mention après l'émission)

→cond : avant la présentation au paiement
 + respect de la volonté des parties (accord tacite)
 + irrégularité minime
 NB : régularisation largement admise en JP + justification

Sinon → Nullité du titre en tant que LC

3) Quelle est l'incidence de la fausse signature ?

- nullité de l'engagement vicié → le prétendu signataire n'est pas engagé (absence de consentement) + exception opposable même au porteur de BF

‡ n'entraine pas la nullité du titre → aucune incidence sur la

validité formelle

- Justification : apparence + autosuffisance
(diff.entre absence/inexactitude d'une mention)

+ N'entraine pas la nullité des engagements des autres signataires

→la LC demeure valable à leur égard + les engage

Justification : ppe de l'indép. Des signatures (art.273)

Scanned by CamScanner

 Le tiré accepteur peut-il combattre la présomption légale « l'acceptation suppose la provision » ?

Distinction: rapport bilatéral/rapport triangulaire

- Dans le rapport bilatéral : présomption simple → peut être combattue par la preuve contraire
 - <u>Justif</u>: possibilité d'acceptation avant la réception de la provision/ réception d'une marchandise avariée ou non conforme...
 - + Dans le rapport bilatéral, le tireur ne peut pas se prévaloir de sa BF/ignorance du vice→c'est lui le responsable
 - + Exclusion du principe de l'inopposabilité des exceptions
- Dans le rapport triangulaire : présomption irréfragable → ne peut être combattue par la preuve contraire
 - <u>Justif</u>: l'acceptation = reconnaissance de dette à l'égard du tireur + engagement cambiaire à l'égard du porteur
 - + Protection du porteur de BF par le principe de l'inopposabilité des exceptions (le défaut de provision= vice fondé sur les rélations personnelles -> exception inopposable)